

Décharge : mobilisés jusqu'à la fin de l'enquête publique

Castries | La protestation contre le projet d'extension ne faiblit pas. L'avis des commissaires tombera fin mars.

Si, pour certains, l'extension de la décharge de Castries n'est qu'une question d'années (voir ci-contre), pour d'autres, elle soulève un vent de révolte et de protestations. Dernier mouvement en date : hier, à l'occasion de l'ultime journée de l'enquête publique.

Et si les chiffres varient dans la bouche même de ces militants, s'amusant à tourner en dérision les différences entre estimations de la police et des manifestants, il y avait du monde devant la mairie. De 14 h à 17 h, armés de sacs plastiques et de masques, ils étaient venus faire entendre leur voix. L'objectif étant en effet de rencontrer le commissaire enquêteur, présent pour la dernière fois à Castries cet après-midi-là, et lui offrir lettres de doléances et plus si affinités.



« Une conscience qui grandit »

« N'hésitez pas à faire du bruit et à chanter ! », conseille avec son mégaphone Patrick Bonnafoux, Saint-Drézérien et membre de l'intercollectif Décharge de Castries. Là-haut, l'enquêteur qui recueille les requêtes des opposants accepte ce joyeux vacarme. Plus concis et percutants, les messages s'exhibent à l'air libre. « Stop décharge », « Non au casier n° 2 » ou « La décharge, ça suffit ! » sont autant de slogans, peints à l'encre noire, qui viennent décorer les murs de la mairie sur des banderoles.

Devant le bâtiment municipal, un amoncellement de sacs d'ordures s'est formé, symbole d'une protestation jamais dissipée. Impression confirmée par le collectif : « Cette contestation n'est pas un épi-

■ Les opposants ont fait entendre leur voix, espérant emporter celle du maire. Photo R. D. H.

phénomène », échos aux derniers propos du président de l'Agglo Jean-Pierre Moure.

« C'est une conscience qui grandit », continue Patrick Bonnafoux. Comparant le collectif à une « puce qui gratouille » et assurant que le mouvement n'est pas près de s'affaiblir, il parle toutefois de « vraies craintes » liées à ce projet d'extension, qui touche six communes. « La difficulté, c'est que l'Agglo n'a pas d'autre solution et veut passer en force. »

Prochaine étape, fin mars : les commissaires enquêteurs donneront leur avis après avoir reçu l'Agglo de Montpellier.

CHARLES NOËL
cnoel@midilibre.com

« La provocation »

En plus de leurs lettres de doléances, les manifestants brandissaient, hier, une plaquette d'information distribuée par l'Agglo. On peut y lire « les étapes de la concertation » et notamment une inscription qui a provoqué l'ire des contestataires : « 2019 : fermeture du deuxième casier. » Alors que l'ouverture, ou non, de ce casier de la décharge était précisément le sujet de l'enquête publique... Pour Olivier Durand, « c'est de la provocation : comme si le préfet avait déjà donné son accord, c'est absolument hallucinant ! »